

## La situation au Burundi demeure fragile selon l'Envoyé spécial de l'ONU

PANA, 22 novembre 2018 L'Envoyé spécial de l'ONU exhorte les Burundais à prendre l'initiative d'un dialogue inclusif pour mettre fin à la crise politique New York, Etats-Unis - La situation au Burundi demeure fragile, en raison, notamment, de l'absence d'un dialogue politique inclusif, mais du fait aussi des difficultés d'ordre humanitaire, économique et financier et des menaces sur la sécurité, a déclaré mercredi devant le Conseil de sécurité, l'Envoyé spécial des Nations unies.

Il existe un "manque de confiance et de dialogue entre le gouvernement et les partis d'opposition, ce qui est essentiel pour le règlement de la crise en cours", a indiqué Michel Kafando. Selon un communiqué des Nations unies, ce dernier a noté que la situation sécuritaire au Burundi est restée relativement calme ces derniers mois, mais que la situation des droits de l'homme reste préoccupante. "Le gouvernement n'a toujours repris sa coopération avec le Bureau du Haut Commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme. Les violations des droits humains et les autres abus, tels que les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, et autres actes d'intimidation, persistent, de même que les discours de haine, particulièrement à l'encontre des acteurs de l'opposition. L'espace démocratique, excepté pour certains partis alliés du gouvernement, reste limité", a constaté l'Envoyé spécial. La situation humanitaire reste préoccupante, et environ 1,7 million de personnes sont exposées à un risque d'insécurité alimentaire, selon lui. Dans ce contexte, l'Envoyé spécial croit que "après plus de trois ans d'inlassables efforts, via le processus de dialogue inter-burundais, il est nécessaire que les Nations unies, l'Union africaine, la sous-région et les partenaires du Burundi réévaluent les voies et moyens d'aider le Burundi à sortir de cette crise politique". D'après M. Kafando, c'est d'abord et avant tout aux Burundais d'en être les initiateurs, ensuite la région. Soulignant qu'un sommet régional de la Communauté est-africaine se tiendra bientôt, M. Kafando a dit qu'il voulait que la question burundaise soit examinée. "En fonction des conclusions, et particulièrement des recommandations qui émaneront d'eux, la Communauté est-africaine, les Nations unies, et l'Union africaine devront réévaluer leurs engagements pour aider le Burundi à sortir définitivement de ce conflit, surtout en vue des élections de 2020", a-t-il expliqué. Selon le communiqué, le Département des affaires politiques de l'ONU (DPA) soutient les efforts de la région pour aider à régler la crise politique au Burundi depuis les troubles civils d'avril 2015 à Bujumbura pour annoncer la candidature du président Pierre Nkurunziza. La violence ayant suivi une tentative avortée de coup d'Etat en mai 2015 a vu des centaines de personnes tuées, des milliers d'autres déplacées internes, et quelque 420.000 fuir vers les pays voisins. Depuis lors, le Burundi tente de trouver une solution pacifique à la crise politique à travers le Dialogue inter-burundais sous l'égide de la région et soutenu par les Nations unies, alors que le pays prépare les élections de 2020.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});